ÉDUCATION, SANTÉ ET ADMINISTRATION

Vers une grève de 3 jours

Les syndicats autonomes représentant les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'administration et de l'enseignement supérieur renouent avec la contestation. Ils ont décidé d'observer trois jours de grève les 9, 10 et 11 novembre prochains.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Une action qui n'est que le prélude à d'autres formes de protestation que la Coordination nationale des syndicats autonomes promet d'initier en réponse aux pouvoirs publics qui continuent à ne pas les reconnaître comme partenaire social.

Dès demain, les syndicats représentant le secteur de l'éducation se retrouveront pour une réunion de coordination.

C'est ce qu'a indiqué hier M. Meziane Meriane, porte-parole de la Coordination des syndicats autonomes, qui estime que «devant la marginalisation persistante des syndicats autonomes, devant l'injustice et l'inégalité sociale, le refus de répondre aux syndicats autonomes et la chute vertigineuse du pouvoir d'achat, la coordination a décidé de ces trois jours de grève comme première mesure».

Cela sous-entend-il que d'autres actions seront décidées dans les semaines à venir ?

Oui, répond le porte-parole de ladite coordination qui explique que les syndicats n'ont pas trouvé d'autre alternative face au mutisme des pouvoirs publics. Ceux de l'éducation n'arrivent pas à amorcer un dialogue avec leur tutelle. Ils exigent, selon M. Meziane Meriane, la révision du point indiciaire et l'ouverture immédiate du dialogue sur le régime indemnitaire. «Avant l'adoption du statut particulier, le ministère nous disait tout le temps qu'aucun débat sur le régime indemnitaire ne serait possible sans cette adoption. Aujourd'hui que c'est fait, cet argument ne tient plus la route.

Photo : Samir Sid

L'unique alternative.

Le verrou a sauté sans pour autant que le dialogue soit ouvert», a dit M. Meriane qui ajoute que le statut en question n'a rien apporté.

«Les primes sont toujours calculées sur la base de l'ancien salaire. C'est une aberration. Aujourd'hui, un salarié du secteur est en train de perdre entre 5 000 et 9 000 DA par mois. Je défie quiconque de dire que ce calcul n'est pas juste», affirme-t-il. Au niveau du secteur de la santé, la situation n'est pas meilleure.

Les syndicats de ce secteur, qui prennent également part à ces trois jours de grève, revendiquent un statut qui réponde aux attentes des travailleurs.

Les représentants des médecins spécialistes et ceux des praticiens de la santé publique n'ont eu de cesse de demander l'ouverture d'un dialogue avec la tutelle.

Ils ont décidé de marquer la grève de trois jours par un sit-in au niveau du CHU Mustapha, pour réitérer leurs exigences.

N. I.

SIT-IN DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Encore la répression et l'humiliation

Même scénario et mêmes images de répression. Les enseignants contractuels, déterminés à arracher leurs droits, ont été, hier, malmenés, une fois de plus, une fois de trop, par les forces de sécurité chargées de les repousser loin du siège de la présidence de la République.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Venus exprimer leur colère et leur indignation après les dernières déclarations du ministre de l'Education nationale relatives à leurs revendications, les enseignants contractuels ont été humiliés à quelques mètres de la présidence de la République. Devant des passants stupéfaits, ces enseignants ont été injuriés, piétinés et embarqués de force dans des fourgons de police. Deux enseignantes parmi les protestataires ont été conduites au commissariat alors qu'elles tentaient de résister aux coups de matraque des agents de l'ordre public. A chaque rassemblement des enseignants, les forces de l'ordre ont recours, pour disperser la foule, à l'embarquement de quelques-uns, et ce, afin de détourner l'attention et de faire oublier l'objet de la présence des manifestants sur les lieux. Les forces de l'ordre entament des négociations, promettant de libérer les enseignants embarqués à condition que les protestataires évacuent les lieux. C'est une méthode qui semble produire un effet sur les enseignants qui, par peur de représailles sur leurs collègues finissent par abdiquer devant l'opiniâtreté des policiers. Une situation hallucinante que celle vécue hier lors de ce rassemblement. Refoulant les enseignants jusqu'à la descente menant au lycée Descartes, les policiers n'ont pas trouvé meilleure solution pour se «débarrasser» des protestataires que d'arrêter un bus et de les y faire monter. Affichant dans un premier lieu une résistance, ces derniers ont fini par céder, sachant que c'est le seul moyen de voir leurs collègues relâchés. Deux enseignantes sont restées sur place pour s'assurer de la libération de leurs collègues. Encore une fois, les enseignants ont dû rebrousser chemin sans pouvoir rencontrer ni les responsables du département de Benbouzid ni ceux de la présidence de la République. Ces enseignants réclament leur intégration dans le corps de l'éducation. Une revendication catégoriquement rejetée par le ministre. Où est donc la solution pour ces milliers d'enseignants ? Une grève de la faim illimitée ? C'est ce que les contractuels ont décidé de mener dans quinze jours si la situation demeurait telle qu'elle se présente depuis plus d'une année.

Photo : Samir Sid

A chaque rassemblement la force prime sur le dialogue.

R. M.

UN FORUM PROFESSIONNEL S'OUVRE DEMAIN À ALGER

L'Algérie, le hub de la finance islamique en Afrique ?

L'Algérie peut-elle devenir le hub de la finance islamique en Afrique ? C'est à cette question principale que tenteront de répondre les participants au premier forum professionnel algérien sur «les perspectives de la finance islamique en Algérie».

Cet événement, qui s'ouvre demain mardi à Alger, a été annoncé hier lors du forum du quotidien *El Moudjahid*.

Même si en matière de finance islamique, notre pays accuse un retard relatif par rapport à ses voisins, pour Zoubeir Ben Terdeyet, consultant en investissement islamique, l'Algérie peut devenir la plaque tournante de ce secteur dans le continent noir.

D'abord parce que le marché bancaire islamique en Afrique est à l'état embryonnaire et que plusieurs banques versées dans la finance islamique du Golfe s'intéressent de près au secteur bancaire algérien.

Actuellement, le marché algérien de la finance islamique est représenté par une seule banque créée en 1991, à savoir la banque El-Baraka, une société d'assurance Salama Assurance et Al-Salam Banque, nouvellement installée. El-Baraka détient, selon son directeur Nacer Haider, 1,8% du marché bancaire national et 15% du secteur bancaire privé.

La même banque compte lancer avec un partenaire suisse des produits liés à la micro-finance.

Et selon Zoubeir Ben Terdeyet, la finance islamique pourrait constituer une alternative intéressante à la finance conventionnelle.

Il en veut pour preuve, l'impact quasi inexistant de la crise financière mondiale actuelle sur le marché de la finance islamique.

Principale raison invoquée, «la finance islamique n'investit pas dans les activités spéculatives mais est axée sur les produits créateurs de richesses et de développement économique et social conformément à la Charia», explique à ce sujet Nacer Haider en soulignant que «la crise financière mondiale est d'abord une crise d'éthique».

Néanmoins, les banques islamiques devraient être touchées par la récession de l'économie mondiale puisque «elles sont un acteur dans la sphère économique mondiale», précise Zoubeir Ben Terdeyet.

Il convient de noter que la finance islamique représente avec 700 milliards de dollars (1000 milliards de dollars en 2010) entre 1 et 2 % du marché financier mondial.

La finance islamique est présente dans plusieurs pays musulmans (Indonésie, Malaisie, Pays du Golfe) mais aussi dans les pays occidentaux tels que la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La banque islamique repose sur trois principes fondamentaux.

L'interdiction de la vente à découvert des produits financiers, des transactions dans la sphère économique réelle, l'intervention directe du bailleur de fonds dans l'investissement et enfin le partage des risques (pertes et profits).

Lotfi Merad